



LETTRE ÉCONOMIQUE POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAIBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, PANAMA, ST. DOMINGUE ET LA HAVANE

N° 27 – Mars 2022

SOMMAIRE

1. [Thème mensuel : inflation et mesures d'accompagnement \(p.1\)](#)
2. [Mexique : Projet de monnaie digitale de banque centrale \(p.8\)](#)
3. [Panama : Les accords commerciaux conclus \(p.9\)](#)
4. [Honduras : Le nouveau gouvernement confronté à de nombreux défis dans un contexte de forte incertitude \(p.11\)](#)
5. [Cuba : Situation des envois de fonds des migrants \(p.14\)](#)
6. [République dominicaine : Le président dominicain annonce les premiers fruits des réformes engagées \(p.16\)](#)
7. [Focus statistique \(p.21\)](#)

Zoom sur l'inflation et les mesures d'accompagnement

1. Mexique

L'inflation au Mexique a atteint 7,36 % à la fin de l'année 2021, soit le taux le plus élevé depuis l'année 2000. Les produits agricoles sont la principale source de la flambée de l'inflation. Suite à une décélération en janvier, la hausse de l'inflation s'est accentuée en février à 7,28 %. Le taux est légèrement supérieur aux prévisions des marchés, qui estimaient une hausse de 7,23. L'inflation a été mise sous pression par les augmentations des prix du gaz, du poulet, de l'essence, des citrons et du bœuf. L'indice a connu son plus haut niveau depuis 2000 pour un mois de février, lorsqu'il s'élevait à 10,52 %. L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits à forte volatilité, a connu une variation annuelle de 6,59 %, la plus élevée depuis juin 2001 lorsqu'il s'établissait à 6,70 %. En plein milieu des efforts de l'État mexicain pour favoriser la reprise économique après la crise engendrée par la pandémie de COVID-19, l'inflation se trouve en dehors de la fourchette cible fixée par la Banque centrale du Mexique (3 %, +/- 1%) depuis 12 mois consécutifs.

Au cours de l'année 2021, de nouvelles pressions inflationnistes se sont matérialisées. Ainsi, la prolongation des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, de la volatilité des prix des matières premières, principalement du pétrole et des produits agricoles, et de la reprise du

secteur des services suite au relâchement des restrictions COVID ont eu pour effet d'accroître les prix à la consommation au Mexique. **Révision à la baisse des prévisions de croissance du Mexique à 2% pour 2022.** Selon la dernière enquête de Banxico, le PIB mexicain ne progresserait que de 2% en 2022 soit une réduction de 0,2% par rapport à l'enquête précédente. **Les analystes consultés par Banxico estiment que l'inflation annuelle devrait atteindre 4,68 % en 2022** (contre 4,27% lors de l'enquête précédente).

Le gouvernement a pris des mesures pour mitiger les hausses des prix énergétiques. Ainsi, le gouvernement a utilisé les recettes supplémentaires des ventes de pétrole et des impôts pour mettre en place des subventions au prix de la consommation de l'essence. Les experts estiment que les mesures de soutien pourraient coûter 8,5 Mds USD au gouvernement sur l'année 2022 si les prix et les niveaux de consommation restent fixes.

L'invasion russe en Ukraine exerce une pression sur les prix mondiaux, notamment l'énergie et les produits agricoles. Depuis que les troupes russes ont commencé leur invasion de l'Ukraine par le Donbas, le peso mexicain s'est déprécié de 1,68 %. Alors que les importations mexicaines ne représentent que 302 M USD en 2021, elles se concentrent notamment dans les engrais et les matières premières (aluminium et blé notamment). On peut s'attendre à ce que les effets négatifs de l'invasion russe se répercutent sur les consommateurs par une hausse des prix à la consommation.

Le Mexique affecté par la hausse des prix du pétrole. Bien que le pays soit historiquement un producteur net de pétrole, le vieillissement des champs déjà exploités et les graves difficultés que rencontre l'entreprise nationale PEMEX ont rendu la balance commerciale pétrolière déficitaire depuis 2015. Le déficit de la balance commerciale pétrolière s'élève ainsi à 24,9 Mds USD en 2021.

2. Les économies du CA-4

L'Amérique centrale présente des visages contrastés en matière d'inflation récente.

Le Guatemala a ainsi été le **seul pays de la zone à afficher une inflation à fin 2021 dans la cible de sa banque centrale, à 3,05%** (avec de forts écarts entre secteurs, de -0,20% pour l'éducation à +7,19% pour les transports). Cette modération se confirme début 2022, avec une inflation cumulée de 0,39% seulement sur les deux premiers mois de l'année. La situation pourrait cependant évoluer défavorablement dans les prochains mois face à la hausse des prix des produits pétroliers à l'échelle mondiale, avec notamment des effets indirects sur les produits agricoles (récoltes non menées du fait du renchérissement des coûts logistiques pour le transport de ces produits des lieux de production vers ceux de consommation), ainsi qu'à la révision attendue de la composition du panier de consommation des ménages. Les autorités ont ainsi indiqué début mars qu'elles reconduisaient pour trois mois les subventions aux cylindres de gaz des ménages instaurées en 2020 dans le contexte de la pandémie.

Au Salvador, **l'Indice des Prix à la Consommation a terminé l'année 2021 en hausse de 6,11%**, une hausse portée notamment par les produits alimentaires (+7,96%) et le poste logement & fluides (+6,97%). Cette tendance, inquiétante pour une économie dollarisée, se poursuit début 2022, avec une inflation cumulée de 1,41% sur les deux premiers mois de l'année (+2,04% pour les produits alimentaires). Des

députés d'opposition ont proposé au Président Bukele de former un comité de crise pour répondre à ce défi (au travers notamment de la suspension temporaire des impôts sur les carburants), sans réaction de l'exécutif jusqu'à présent.

Au Honduras, **l'inflation en 2021 s'est élevée à 5,32%**, portée notamment par l'ameublement (+8,56%) et les services de santé (+7,51%). Sur les deux premiers mois de 2022, l'inflation cumulée atteint d'ores et déjà 1,57%. Le nouvel exécutif n'a pour l'instant pas fait part de ses intentions en matière de lutte contre l'inflation, mais s'est engagé à formuler des propositions rapidement.

Enfin, au Nicaragua, dans un contexte de forte incertitude politique et sociale, **l'IPC a progressé de 7,21% en 2021**, et de 0,70% sur le mois de janvier 2022.

3. Panama

Le Panama, en tant que pays au cœur de la mondialisation, n'échappe pas à la tendance inflationniste mondiale. Le Panama, pays importateur dont l'économie est dollarisée, dépend doublement du marché international, si bien que, l'inflation post-crise que connaissent actuellement les Etats-Unis (+7%), ainsi que le ralentissement de la croissance économique chinoise (réduction des exportations chinoises à destination de la zone ALC), sur fond de crise logistique mondiale, contribuent à une augmentation des prix au Panama. Après avoir connu une tendance déflationniste en 2019-2020, en janvier 2022, le Panama enregistrait une **variation interannuelle des prix de 2,6%** selon l'Institut de Statistiques Nationales (INEC). L'inflation panaméenne provient en grande majorité de l'augmentation des coûts de la chaîne d'approvisionnement mondiale (notamment des coûts relatifs aux transports et aux matières premières), et se traduit par une augmentation interannuelle des prix pour les secteurs des transports (+10,1%), de l'éducation (+4,5%), des restaurants et hôtels (+2,5%), des aliments et boissons (+2,1%), de l'eau, gaz et électricité (+1,5%), des meubles et articles de maison (+1,1%) et des services de santé (+0,6%).

Cette inflation, importée du marché international, sera amplifiée par le conflit en Ukraine. La hausse des prix de l'énergie se fait déjà sentir au Panama qui, en tant qu'importateur net d'hydrocarbures, – 80% de l'économie panaméenne dépend de combustibles fossiles importés – connaît une augmentation des coûts de production des entreprises, ainsi qu'une hausse significative du prix à la pompe pour les ménages panaméens (le prix au litre d'essence sans plomb 95 atteint les 1,16\$, soit son niveau le plus élevé depuis 2014).

Bien que les conséquences économiques de l'inflation soient significatives et pourraient, à court terme entraver tant la consommation des ménages que l'investissement des entreprises, pour l'heure, **les autorités publiques ne présentent aucune mesure afin de juguler la hausse des prix.** Par ailleurs, dépendant de la Banque Centrale américaine en ce qui concerne sa politique monétaire, le Panama, s'attend, très prochainement, à une remontée des taux, entraînant par conséquent une contraction du crédit bancaire, pourtant source majoritaire de financement de l'économie panaméenne.

4. Costa Rica

En 2021, le Costa Rica a enregistré une augmentation accumulée des prix sur l'année de 3,3%, respectant ainsi l'objectif d'inflation établi par la Banque Centrale (entre 2% et 4% d'inflation). Néanmoins, le Costa Rica vient de dépasser le seuil d'inflation autorisé par l'institution monétaire, et enregistrait en février 2022, **une variation interannuelle des prix de 4,9%**, soit la variation la plus élevée

sur les dix dernières années. L'inflation costaricienne se traduit notamment par une augmentation sur l'année des prix des transports (+11,3%), des aliments et boissons (+7,3), des alcools et tabacs (+5,7%), du mobilier (+5,6%), des hôtels et restaurants (+4,6%), et des logements (+4,5%).

Les autorités monétaires prévoient un niveau d'inflation atteignant les 6% en 2022, compte tenu d'une hausse des prix, importée principalement par le conflit en Ukraine. Réagissant à cette tendance inflationniste, et après avoir déjà pratiqué une augmentation des taux en janvier dernier (de 0,75% à 1,75%), la Banque Centrale de Costa Rica (BCCR) annonce une remontée historique de son taux directeur à 2,5%, cherchant à juguler l'inflation par une désincitation à la consommation.

Un risque sur la soutenabilité de la dette publique n'est pas exclu, dans la mesure où l'inflation pèsera à court terme sur le coût de la dette. Une remontée des taux entrainera en effet et mécaniquement une augmentation de la charge de la dette, grevant davantage la situation financière du pays.

5. République dominicaine

Le 7 mars, le président Abinader s'est adressé à la nation dominicaine pour présenter les dix nouvelles mesures gouvernementales de soutien du pouvoir d'achat alors que l'invasion russe en Ukraine renforce l'inflation des matières premières. Alors que les mesures annoncées le 27 février ciblaient surtout les faibles revenus, ces nouvelles mesures s'adressent également à la classe moyenne.

Transport, panier de consommation, dépenses sociales et soutien aux entreprises

Dans la limite de 115 USD le baril, le gouvernement bloque les prix au 4 mars. Le président décide de subventionner les carburants dans la mesure où, tant que le prix du West Texas Index (WTI) est supérieur à 85 USD par baril et inférieur à 115 USD, le gouvernement maintiendra les prix intérieurs des hydrocarbures inchangés au niveau du 4 mars 2022. Tout mouvement de prix supérieur à 115 USD par baril sera répercuté sur les prix intérieurs, sans inclusion de la taxe ad valorem dans le calcul de ces prix. Avec cette mesure, prévue initialement pour quatre mois, le gouvernement dépenserait au moins de 600 M DOP (10,9 MUSD) à 1 Md DOP (18,1 MUSD) par semaine, pour un coût mensuel compris entre 2,4 et 4 Mds DOP (entre 43,5 MUSD et 72,5 MUSD). Le gouvernement va augmenter les subventions directes au transport public au travers de l'Institut national du transit et du transport de passagers (INTRANT), afin d'éviter les augmentations de prix.

Le panier alimentaire de base fait l'objet de toutes les attentions. Le président souhaite voir adopter par le Congrès, pour six mois, la réduction à zéro des droits de douane applicables à l'importation des produits les plus importants du panier alimentaire de base. Cette mesure concerne les produits suivants : huile raffinée, beurre et margarine, lait en poudre, graisse comestible, conserve alimentaire, poulet, ail, pâtes, haricots, farine, pain, porc et bœuf.

Le président avait déjà évoqué le 27 février sa volonté de subventionner les importations d'intrants agricoles (maïs, blé, soja, farine et graisse végétale) à hauteur de 10 % pour une période de 6 mois. Cette mesure prise sous la responsabilité du ministère de l'industrie, du commerce et des PME représenterait jusqu'à 3 Mds DOP (54,4 MUSD) de dépenses de l'Etat.

Le gouvernement doit promouvoir un espace de coordination interministérielle entre le ministère des finances, le ministère de l'industrie, du commerce et des PME, le ministère de l'agriculture, la direction

générale des impôts et la direction générale de la douane pour la discussion et la mise en œuvre des mesures administratives qui ont un impact sur les prix de détail des produits du panier de base.

Afin d'éviter la spéculation, le président veut promouvoir l'utilisation de l'application Prix Justes, déjà disponible, ainsi que la publication des prix de référence des produits du panier alimentaire de base, au niveau des producteurs ou des importateurs. Cette publication conjointe avec le secteur privé sera disponible dès la semaine prochaine dans les médias traditionnels et les réseaux sociaux sous la responsabilité conjointe du ministère de l'Industrie, du Commerce et des PME et du ministère de l'Agriculture, avec l'aide de la Direction de la communication de la Présidence.

Le mouvement de renforcement des dépenses sociales doit se poursuivre. Le président a annoncé augmenter de 2 points de PIB le montant des dépenses sociales de l'État, soit des ressources supplémentaires de 150 Mds DOP (2,7 Mds USD).

A la suite des annonces du 27 février, le président souhaite poursuivre la politique de subventions ciblées mise en œuvre depuis 2021 au profit des populations les plus vulnérables. Sont visés les programmes spéciaux de vente de produits alimentaires, notamment en augmentant les transferts vers la carte Supérate, en augmentant la subvention Bono Gas, en élargissant les rations alimentaires dans les cantines économiques, en installant davantage de marchés populaires INESPRES et en doublant ses entrepôts pour la vente directe de produits dans le pays.

L'État doit faciliter l'activité des entreprises alimentant le panier alimentaire de base. Il est prévu de rationaliser les procédures gouvernementales et les permis nécessaires pour éviter les retards qui compromettent l'approvisionnement continu en marchandises, ainsi que les permis pour les investissements générateurs d'emplois, conformément au programme "zéro bureaucratie" mis en œuvre par l'État. La Banque agricole, dont la couverture territoriale a progressé en 2021, doit prévoir un délai de grâce de six mois pour le paiement du principal des prêts qu'elle a accordés.

6. Cuba

L'unification monétaire et cambiale initiée par les autorités cubaines le 1er janvier 2021 a généré une période d'instabilité économique qui, associée à des pénuries alimentaires récurrentes, s'est soldée par une très forte inflation, en dépit d'une volonté d'encadrement des prix et des salaires. Cette dernière est particulièrement difficile à mesurer, en raison de l'opacité et la faible fiabilité du gouvernement (déclarations contradictoires au sein de l'exécutif), alors même que le cabinet britannique the EIU l'a d'abord estimé à 400%, puis 740% en 2021.

Selon Mariano Murillo, technocrate chargé de la mise en place de la réforme monétaire, le phénomène d'inflation avait dépassé les attentes du gouvernement sur le 1er semestre 2021 avec une hausse estimée à 500%. Ce dernier a par la suite réitéré, lors d'une intervention au congrès annuel de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire le 27 octobre 2021, **que l'inflation anticipée avoisinait les 1200% dans le commerce de gros (multiplication par 13 des prix) et de 600 à 900% dans le commerce de détail (multiplication de 7 à 10 fois)**, notamment en raison d'une inflation quantifiée à 6900% pour certains biens sur le marché parallèle.

Ces affirmations ont, par la suite, été réfutées par le **ministre de l'Economie** qui les a attribuées à de mauvaises interprétations et qui **s'en est tenu aux chiffres peu réalistes produits par l'ONEI** (Institut national de statistiques de Cuba) **qui estime à 70% le phénomène inflationniste en 2021.**

L'Observatoire de l'inflation du Service économique estimait au 1er semestre une inflation de 168%, avec une inflation de 332% pour les produits alimentaires et de 242% pour le logement et charges. Compte-tenu des informations à disposition, du peu de fiabilité dont disposent les informations officielles, **le Service économique estime que l'inflation en 2021 a au moins atteint 500% (des niveaux jusqu'à 700% paraissent crédibles, notamment pour les achats au commerce de détail).**

Les raisons de l'inflation

Mise en place dès janvier 2021, l'unification monétaire (suppression du peso convertible au profit du peso cubain) a induit une dévaluation de 96% (division par 24 de la valeur de la monnaie). **Cette dévaluation majeure a été la cause d'un processus de réévaluation de la valeur ajoutée du pays et donc d'un rattrapage par les prix (sinon le PIB aurait été divisé par 24).**

Sur le long terme, les pénuries récurrentes et la déliquescence de l'appareil productif cubain restent néanmoins la 1ère raison de l'inflation galopante, du fait d'une offre incapable de répondre à la demande. Ce phénomène est encore aggravé par la crise de liquidité subie par l'île dans un contexte de remplacement des commerces en pesos cubains en commerces en devises étrangères (magasins en « **Monnaie Librement Convertible** », monnaie scripturale de paiement dite « MLC », adossée à l'USD).

Les revenus en devise sont insuffisants pour assurer l'importation des besoins alimentaires du pays (alors que plus de 70% de la consommation alimentaire est importée) **et le système de production national est défaillant** (les productions de riz, de haricots et de viande de porc ont atteint des niveaux de production respectifs de 39%, 18,6% et 27,2% des quantités planifiées pour 2021).

En raison de la pandémie et des sanctions américaines (les bateaux débarqués à Cuba ne peuvent ensuite mouiller dans un port américain pendant 180 jours), **les coûts du fret maritime pour Cuba ont connu une très forte hausse** (multiplication par presque 2 en 2021, et 7 depuis le début de la pandémie). Près de 6 000 conteneurs étaient par ailleurs bloqués dans différents ports en février 2022, par défaut d'armateur acceptant de s'engager sur Cuba (plusieurs entreprises ayant été amenées devant les tribunaux américains ex : Royal Caribe, Norwegian y MSC Cruises).

Les conséquences de l'inflation

Cette situation a augmenté le coût de la vie pour les Cubains, pour qui se procurer des biens de consommation courante s'avère de plus en plus difficile en raison des pénuries. Ainsi, le marché noir prend de l'importance, il devient l'unique source de nombreux produits proposés à des prix prohibitifs

mais également l'unique source de devises qui permettent aux cubains d'aller faire leurs courses dans les magasins en MLC.

D'après une étude de l'Observatoire de l'Inflation mis en place par le service économique de l'ambassade, **le taux de recours au marché parallèle s'élève en moyenne à 26% pour les Cubains, tous produits confondus**. Au marché informel, un litre d'huile se vend à 250 CUP (9 EUR) et un litre de lait à 350 CUP (13 EUR), alors que le salaire moyen à Cuba est de 3800 CUP par mois (140 EUR).

En raison de la crise de liquidité de l'île, les agences de changes se trouvant actuellement en « insuffisance » de devises et les salaires des cubains étant payés en CUP, **ces derniers doivent donc avoir recours au marché informel pour acquérir des devises**, et notamment l'euro (dont le taux sur le marché parallèle atteint 1 EUR = 115 CUP, soit +200% par rapport à janvier 2021).

L'inflation va-t-elle se résorber ?

Bien que la réforme monétaire permette une lecture plus fidèle de l'économie cubaine à moyen-long terme, les effets négatifs de la mesure à court terme sont bien au-delà de ce qui avait été envisagé par les autorités cubaines.

La généralisation des boutiques en MLC, qui ont accéléré le processus de dollarisation du pays (en dépit de la raréfaction de cette même monnaie dans le pays), a porté à 24% leur utilisation par les cubains en 2021 selon le gouvernement cubain. Cette valeur pourrait même atteindre plus de 70%, si la totalité des produits importés sont vendus en MLC. **Si le prix en MLC subit une inflation relativement faible (prix réhaussés de 4% en mars 2022), le coût d'acquisition de cette même monnaie ne cesse d'augmenter**, en raison de l'appréciation des monnaies étrangères sur le marché informel (+350% par rapport au taux de change officiel).

La hausse du cours des produits alimentaires, en raison de la crise ukrainienne, **va significativement accroître le coût d'importation des produits, ce qui devrait se répercuter sur l'inflation** (y compris pour les prix en MLC (généralement des produits d'importation)).

Les récoltes catastrophiques qui ont lieu début 2022, et notamment celle de sucre, n'augurent rien de bon pour une année où les objectifs de planification ont été revus à la baisse par rapport à l'année précédente (-33% pour le riz, -83% pour les haricots, -60% pour le maïs et -72% pour la viande). **Ainsi, il est attendu que les pénuries restent à un niveau élevé en 2022, ce qui devrait continuer à alimenter l'inflation, prévue à 88% en 2022 par the EIU**.

La timide stratégie de renforcement du secteur privé, ayant permis de donner aux travailleurs indépendants un objet social sous la forme de PME, **visé à compléter le secteur étatique pour combler les lacunes du système productif**. Cependant, la lenteur de la mise en place d'une telle politique est un frein à son développement.

7. Haïti

L'inflation en Haïti, instable depuis longtemps, a été aggravée par la crise économique provoquée par la pandémie de Covid-19, et sera également touchée par l'augmentation supplémentaire des prix des matières premières suite à l'invasion russe en Ukraine. En Haïti, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac comptent pour la moitié de l'indice des prix à la consommation. En glissement annuel, l'inflation haïtienne a poursuivi sa tendance à la hausse en décembre en s'inscrivant à 24,7 % contre 24,6 % le mois précédent. En l'absence de marges de manœuvres budgétaires, le gouvernement semble démuni pour soutenir le pouvoir d'achat.

Projet de monnaie digitale de banque centrale au Mexique

Les monnaies digitales de banque centrale (MDBC) sont une forme numérique de monnaie fiduciaire émises, contrôlées et réglementées par les banques centrales. Une MDBC a les mêmes fonctions qu'une monnaie traditionnelle : moyen de paiement, réserve de valeur et unité de compte. Le Mexique, à travers le développement de sa propre MDBC, cherche à rendre les services financiers plus accessibles aux citoyens, tout en renforçant par cet outil innovant à la prévention de la fraude ou la criminalité financière, comme le blanchiment d'argent

1. La course aux monnaies digitales est lancée.

Un rapport de la Banque des règlements internationaux (BRI) révèle que 86% des banques centrales étudient activement le potentiel des MDBC, 60% expérimentent cette technologie et 14% déploient des projets pilotes. Par ailleurs, l'étude montre que plus de 60 banques centrales ont déjà exploré les MBDC, qu'elles soient interbancaires ou de détail, depuis 2014.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) prévoit de lancer une monnaie digitale de banque centrale (MDBC) d'ici 2024. Les MDBC ne sont pas des crypto-monnaies et ne reposent pas sur la technologie *blockchain*. Il s'agit plutôt d'une version numérique de la monnaie papier, conçues pour être utilisées de la même manière que les espèces et garanties par la banque centrale, dans ce cas Banxico. Le Mexique rejoint le Brésil et le Pérou parmi les pays d'Amérique latine qui travaillent au développement des MDBC.

Les monnaies digitales de banque centrale MDBC offrent un moyen de réduire l'inefficacité de l'impression et de la circulation de l'argent : le coût de la gestion de l'argent physique peut représenter jusqu'à 1,5 % du PIB d'un pays. À mesure que la connectivité augmente et que les smartphones prolifèrent, les MDBC pourraient également être un moyen d'améliorer l'inclusion dans l'économie numérique pour un grand nombre de personnes qui n'ont actuellement pas accès aux services financiers de base.

Les autorités au niveau mondial ont reconnu la nécessité et le potentiel d'étendre les

fonctionnalités de la monnaie légale par la mise en œuvre potentielle de monnaies digitales émises par les Banques centrales, compte tenu de l'intérêt que ces actifs virtuels ont éveillé. Banxico considère "de la plus haute importance ces nouvelles technologies et cette infrastructure de paiement de pointe comme des options de grande valeur pour faire progresser l'inclusion financière au Mexique".

2. Malgré l'annonce du projet, de nombreux facteurs restent inconnus

Dans le document " Payments Strategy " de décembre 2021, la Banque du Mexique souligne qu'en émettant une monnaie digitale, les objectifs suivants sont poursuivis :

- Ouvrir des comptes pour les personnes bancarisées et non bancarisées, contribuant ainsi à l'inclusion financière ;
- Développer les possibilités de paiement rapides, sûres, efficaces et interopérables ;
- Disposer d'un actif polyvalent qui permette la mise en œuvre de différentes fonctionnalités telles que des mécanismes d'automatisation, favorisant ainsi l'innovation.

Ainsi, Banxico est déjà engagé dans l'étude et le développement d'une plateforme visant à la mise en œuvre d'une monnaie numérique basée sur les caractéristiques que possède déjà aujourd'hui l'infrastructure de compensation et de règlement du Système de paiement électronique interbancaire (SPEI). Les fonctionnalités poursuivies sont les paiements instantanés, une haute disponibilité, la normalisation des processus et des mesures

solides de gestion des risques et de cyber-résilience.

Le projet vise à ouvrir des comptes dans des portefeuilles électroniques pour les personnes bancarisées et non bancarisées, contribuant ainsi à l'inclusion financière. La MDBC vise à élargir les moyens de paiements en se fondant sur les principes de rapidité, de sécurité, d'efficacité et d'interopérabilité. La stratégie ouvre également les MDBC à l'innovation en fournissant un actif technologiquement polyvalent pour la mise en œuvre de mécanismes d'automatisation et de nouvelles fonctionnalités pour l'utilisation de services financiers.

Pour la mise en œuvre de sa monnaie numérique, Banxico envisage trois étapes. D'abord, la Banque centrale prévoit de continuer à améliorer le développement de l'écosystème CoDi¹ afin de permettre d'effectuer des transferts en indiquant une seule des coordonnées du bénéficiaire, comme un numéro de téléphone mobile. À un stade ultérieur, cette fonctionnalité pourrait évoluer vers un système d'ordre de paiement par *token*, de sorte qu'un transfert puisse être racheté ultérieurement. Enfin, et sur la base des éléments développés dans les deux étapes précédentes, Banxico envisage de développer des fonctionnalités permettant de constituer des registres de monnaie digitale en faveur des utilisateurs directement ou indirectement auprès de la banque centrale.

Panama : les accords commerciaux conclus

¹ Plateforme développée par Banxico pour faciliter les transactions de paiements et d'encaissements par

virement électronique, de manière rapide, sûre et efficace via les téléphones mobiles.

1. *Le Panama est structurellement un pays peu protectionniste*

Le Panama dispose d'un secteur productif (industrie et agro-alimentaire) réduit. Globalement, le pays est dépendant des importations pour l'essentiel de son approvisionnement ainsi que pour le bon développement des activités de la Zone Franche de Colon qui est la principale plate-forme latino-américaine de réexportation. De ce fait, les protections et contingentements, en nombre limité, concernent essentiellement certains produits agricoles (viande et fruits tropicaux principalement).

2. *Le Panama dispose d'accords commerciaux avec nombre de pays et régions du monde*

Dans ce contexte, à fin 2020 et de source OMC, le Panama dispose plus de 20 accords commerciaux avec des zones et des pays tiers.

Depuis 2014, six accords commerciaux sont entrés en vigueur pour le Panama : l'accord d'association avec l'Union Européenne en 2014, l'accord avec le Mexique en 2015, l'accord avec Trinité-et-Tobago en 2016, l'accord avec Israël en 2020 et les accords avec la République de Corée et le Royaume-Uni en 2021. Ces textes couvrent le commerce des biens et des services ainsi que la promotion des investissements.

Les programmes d'élimination des droits que le Panama a négociés avec l'UE, la République de Corée, Israël, le Mexique et le Royaume-Uni couvrent l'ensemble du tarif douanier. De manière générale, le Panama n'a pas négocié la libéralisation du commerce des produits considérés par lui comme "sensibles", soit principalement les produits agricoles.

L'arrangement entre l'Amérique Centrale et le Royaume-Uni est un accord de continuité

commerciale qui préserve les dispositions qui ont été négociées dans le cadre de l'AELE entre cette région et l'UE. Par conséquent, le programme d'élimination des droits, les contingents tarifaires, les règles d'origine et le traitement spécial pour les importations de bananes déjà valables avec l'UE sont applicables au Royaume-Uni. Dans l'accord avec le Royaume-Uni, seules des modifications juridiques et techniques nécessaires à la mise en oeuvre de l'arrangement ont été apportées.

Depuis septembre 2021, l'Australie, la Fédération de Russie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Turquie ont accordé des préférences tarifaires unilatérales au Panama.

L'accord de libre-échange avec la Chine, négocié à partir de 2018 par la précédente administration, semble avoir été abandonné par le gouvernement Cortizo.

3. *Le Panama et le Marché Commun Centraméricain : un partenariat commercial encore partiel*

En 2013, lors de son adhésion au MCCA, le Panama a immédiatement admis en franchise de droits les marchandises importées du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, avec quelques exceptions pour lesquelles les droits de douane ont été maintenus et devraient être progressivement éliminés. Le Panama est commercialement moins allant que les autres pays partenaires dans l'application des dispositifs de libre échange du MCCA.

La libéralisation des marchandises exclues du processus d'élimination des droits fait, au cas par cas, l'objet de négociations ponctuelles. C'est par exemple le cas du Costa Rica, avec lequel le Panama a convenu en 2018 de libéraliser des lignes tarifaires initialement exclues. Le Panama a, en outre, négocié des contingents tarifaires avec le Costa Rica et le Guatemala en 2019.

Depuis le 1er janvier 2017, le Panama met en oeuvre une série d'instruments juridiques qui

font partie du Système d'Intégration de l'Amérique Centrale : l'Accord Centraméricain sur l'uniformisation de la signalisation routière, l'Accord régional sur l'importation temporaire de véhicules par voie routière, l'Accord Centraméricain sur la circulation routière, la Déclaration provisoire relative aux produits de la mer, la Réitération de l'interdiction d'appliquer des prix minimaux ou de référence dans le commerce intrarégional, les Principes généraux pour la gestion des dons de denrées alimentaires et d'intrants agricoles dans le cadre de l'union douanière.

Honduras : le nouveau gouvernement confronté à de nombreux défis dans un contexte de forte incertitude

Le Honduras, déjà en situation vulnérable avant la pandémie en raison de la situation politique ainsi que des niveaux élevés de pauvreté, de criminalité et d'informalité qu'il présente, a connu un double choc en 2020 du fait de la pandémie de COVID-19 et des conséquences des ouragans Eta et Iota. Malgré une reprise qui devrait s'avérer plus rapide qu'anticipée, ce pays, le plus pauvre du continent après Haïti, fait face à des défis structurels importants. Le début de mandat de Xiomara Castro s'inscrit par ailleurs dans un contexte d'instabilité institutionnelle, qui pourrait entraver les réformes du nouveau gouvernement.

1. Un pays particulièrement affecté par la pandémie et les catastrophes naturelles.

Le Honduras a subi un double choc en 2020. L'économie hondurienne a été fortement touchée par la pandémie de COVID-19 (notamment en raison des mesures sanitaires prises pour faire face au virus et à l'arrêt de l'économie mondiale). Les ouragans Eta et Iota en novembre 2020 ont également dévasté les infrastructures du pays et ont eu d'importantes conséquences en termes humains. Ainsi, le pays a enregistré une des plus fortes contractions du PIB de la région à -9%.

Malgré des mesures de confinement très strictes, le Honduras est, proportionnellement à sa population, l'un des pays d'Amérique centrale les plus touchés par la pandémie. Avec 1044 décès pour 1 M d'habitants, le Honduras est le troisième pays d'Amérique centrale le plus touché par la pandémie après le Panama et le Costa Rica. De plus, le pays compte un taux de vaccination (deux doses du vaccin) de 45% de la population en janvier 2022, soit le deuxième taux le plus faible de la région après le Guatemala.

Une dépendance économique à double tranchant à l'égard des Etats-Unis. L'économie hondurienne est particulièrement dépendante des Etats-Unis, ce qui constitue une source importante de vulnérabilité macroéconomique. Les Etats-Unis, principal partenaire commercial, absorbent 55,6% des exportations honduriennes, et l'industrie textile des maquilas du pays est spécialement orientée vers l'exportation aux Etats-Unis. De plus, près de 1 M de Honduriens résident aux Etats-Unis, représentant des envois de fonds au Honduras de 7,4 Mds USD, soit 23,7% du PIB. Ainsi, les remesas, qui ont connu une croissance de 28,3% en 2021, ont atténué les effets de la pandémie en stimulant la consommation privée des ménages.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) au Honduras estime que le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le pays a

presque doublé en un an pour atteindre 3,3 M (dont 600 000 en insécurité alimentaire critique). Ce nombre pourrait avoir atteint 4,4 M d'habitants à la fin 2021 et touche dorénavant aussi les zones urbaines et les personnes ayant un emploi formel. Les conditions climatiques extrêmes couplées à la crise sanitaire ont principalement touché les petits producteurs de céréales.

Au cours de la dernière décennie, le Honduras a été le deuxième pays au monde le plus touché par les ouragans, les tempêtes ou les inondations selon l'indice de risque climatique (CRI) compilé chaque année par l'ONG Germanwatch. Le gouvernement a pour stratégie de faire notamment appel au "Fonds vert pour le climat" auprès de la communauté internationale, avec l'argument que le Honduras paie les conséquences des émissions de gaz à effet de serre des pays les plus développés. Cependant, le pays n'a reçu que 66,2 MUSD de financement du Fonds, contre 106,1 MUSD pour El Salvador et 97 MUSD pour le Guatemala.

2. Le COVID-19 et l'incertitude politique rendent la reprise économique incertaine.

Une reprise qui pourrait s'avérer plus forte que prévue pour l'économie hondurienne. Alors que le FMI prévoyait en octobre dernier une croissance du PIB de 4,9% pour 2021, les dernières prévisions de la Banque centrale du Honduras tablent sur une reprise plus forte qu'anticipée précédemment, comprise entre 10 et 11% du PIB pour 2021, ce qui lui permettrait de retrouver son niveau de PIB d'avant-crise.

Les autorités ont repoussé d'un an le retour à la loi de responsabilité budgétaire en raison des dégâts causés par les ouragans qui demandent un effort fiscal supplémentaire. Après l'activation de la clause de sauvegarde pour 2020-21, les autorités se sont engagées à revenir au plafond de 1 % de déficit budgétaire de la loi sur la responsabilité budgétaire en 2023.

Le plan de reconstruction post-ouragans représente la majorité des nouvelles dépenses publiques en 2021. Ainsi, l'investissement public a atteint 473 MUSD sur les neuf premiers mois de l'année 2021, en hausse de 48% g.a. Le programme Vida Mejor permettant aux familles de bénéficier d'un soutien de 4 300 USD pour la construction de leur maison a concentré 25% des investissements, suivi par les dépenses routières avec 78,8 MUSD et les programmes de l'agence pour l'investissement Invest H (49,8 MUSD).

La hausse de l'inflation demeure modérée. Alors que l'inflation moyenne annuelle affiche une accélération nette en 2021 à 4,47% (contre 3,47% en 2020), ce taux reste dans la fourchette cible de la Banque centrale du Honduras (4% +/- 1%) et n'est que très légèrement supérieure au taux d'inflation d'avant la pandémie (4,38%).

Cependant, les autorités honduriennes restent engagées à l'équilibre budgétaire et à la soutenabilité de la dette publique. La dette publique du Honduras est parmi les plus faibles de la région, à environ 58,8% du PIB à fin 2021. Le pays affiche également un écart EMBI (indice des bons souverains des économies émergentes en comparaisons des Etats-Unis) inférieur à la moyenne des économies d'Amérique latine (3,62 contre 3,91). Les intérêts de la dette hondurienne atteignent désormais 5,1% du PIB (contre 3,2% en 2015) mais restent à un niveau soutenable.

Le déficit commercial du Honduras atteint 7,2 Mds USD sur les onze premiers mois de l'année, en hausse de 76,4% g.a. selon la Banque centrale. Cette forte augmentation est principalement due à la reprise économique et la forte hausse des importations (+49% g.a.), notamment d'hydrocarbures (effet valeur majoritairement). Les exportations ont elles aussi profité de la reprise économique mondiale, croissant de 21% sur la période grâce notamment au café (+154% g.a), à l'or et aux autres matières premières. Le café représente dès lors près de 5% du PIB du pays et 30% du PIB agricole. L'Amérique du nord (Mexique inclus) reçoit 60% des exportations

honduriennes, suivie par l'Amérique latine (22%) et l'Europe (15%). Malgré une amélioration du déficit commercial entre 2019 et 2020 (de -12,4% du PIB à -10,7% du PIB) en raison de la pandémie de COVID-19, la reprise économique a accentué le déséquilibre commercial, ce qui devrait accroître le déficit à 16,4% du PIB en 2021 selon les prévisions du FMI, qui pourraient s'avérer optimistes.

3. La nouvelle présidente confrontée à de nombreux défis

Xiomara Castro, première femme présidente du Honduras. La candidate de la gauche bolivarienne (parti Libre), alliée au parti de centre-droit « Salvador de Honduras » a remporté les élections présidentielles au Honduras, comptabilisant 52,7% des 5,1 millions de votes devant le candidat du Parti National, Nasry Asfura (34,5%).

Hausse des dépenses publiques en 2022 pour poursuivre une croissance inclusive. Les dépenses publiques devraient atteindre 12,7 Mds USD en 2022 selon le projet de loi de finances, soit une hausse de 6,7% g.a. La santé et l'éducation devraient connaître des hausses d'ampleur en 2022, de l'ordre de 22% g.a et 4% g.a respectivement. La Présidente a cependant annoncé que le budget pourrait être modifié après sa prise de fonctions.

De forts investissements publics dans les infrastructures devraient dynamiser la croissance hondurienne. Ainsi, l'inauguration du projet « Canal Sec » (264,4 MUSD) de 330 kilomètres, devrait permettre de relier les océans Pacifique et Atlantique par la plus grande autoroute de la région. Celle-ci devrait permettre l'acheminement des marchandises entre les deux océans en moins de cinq heures, ambitionnant de concurrencer le canal de Panamá. La BID a également approuvé un prêt de 118 MUSD pour le pays afin de renforcer sa compétitivité via l'amélioration du système de transport et la modernisation des processus de facilitation du commerce. Les fonds seront dirigés vers

l'amélioration du système de transport, des douanes et de la logistique pour permettre au Honduras une meilleure intégration dans le marché régional.

Les Etats-Unis se sont engagés dans la région pour mettre un frein à l'immigration illégale. La vice-présidente Kamala Harris, présente à la cérémonie d'investiture de la nouvelle Présidente, a annoncé en décembre 2021 des investissements privés de l'ordre de 1,2 Md USD dans les pays du Triangle nord. Un élément clé de ce processus sera le "nearshoring", soit la relocalisation de chaînes d'approvisionnement plus près du continent américain, une action stratégique pour réduire leur dépendance vis-à-vis de la Chine et des pays du Sud-Est asiatique.

Les investissements directs étrangers (IDE) reprennent en 2021. Ainsi, les IDE à destination du Honduras ont augmenté de 32% g.a. sur les neuf premiers mois de l'année 2021, à 426 MUSD selon la Banque centrale (et contre 184 MUSD en 2019). Le secteur des services concentre 60% des IDE sur la période alors que le secteur commerce, hôtellerie et restauration a connu une rentrée nette d'IDE de 125 MUSD. La Banque Centrale prévoit une croissance de 45% des IDE sur l'année 2021 à 605 MUSD, stimulés par la reprise des échanges et la reconstruction post-ouragans.

Les ouragans Eta et Iota ont aggravé les contraintes de liquidité de l'entreprise nationale d'électricité (ENEE). L'entreprise traverse toujours une grave crise imputable à l'importance des pertes techniques (des lignes de transmission et du réseau de distribution urbain) et surtout non techniques (non-paiement des factures par les consommateurs privés et publics, arriérés de paiement). Le FMI a exhorté les autorités à accélérer les réformes pour résoudre la crise financière de la ENEE, mais celles-ci n'étant pas été mises en œuvre, aucun accord concernant la 5ème révision de l'accord stand-by n'a pu être conclu. La BCIE a annoncé la mise à disposition de 250 MUSD pour contribuer à restructurer l'ENEE. Ce prêt serait octroyé à condition que l'entreprise étatique scinde ses

activités en trois (génération, transmission et distribution). Le nouveau gouvernement de Xiomara Castro a fait du sauvetage de l'ENEE une priorité alors que l'entreprise accuse plus de 500 MUSD de pertes en 2021. Les pertes techniques et non techniques de l'ENEE atteignent 38% et sa dette près de 3,3 Mds USD soit 13,8% du PIB de 2020. En dépit de cette situation délétère, la Présidente a cependant pris de nouveaux engagements sociaux dans le domaine (gratuité de l'électricité pour 1 M de ménages modestes, avec cependant un plafond de consommation), qui, risque d'être prise en charge par les plus gros consommateurs et notamment les entreprises.

Cuba : situation des envois de fonds des migrants

Les transferts de fonds de la diaspora cubaine (remesas) par les plateformes officielles se sont très fortement développés au début de la décennie 2010, représentant la seconde source de devises à disposition de l'Etat cubain jusqu'en 2019. La mainmise des FAR (Forces Armées Révolutionnaires) sur le transit des remesas leur a assuré d'importantes sources de revenu jusqu'à la recrudescence des sanctions américaines à partir de 2019. Le ciblage des entités dépendantes des FAR, via l'inclusion des entités financières qui administraient ces transferts de fonds sur la Cuba Restricted List², a été le point d'orgue de la stratégie américaine pour assécher les revenus de la junte militaire à Cuba.

² Cette liste a été mise en place le 9 novembre 2017 par le Département d'Etat américain (ministère des affaires étrangères), et vise à empêcher les transactions financières avec des entreprises appartenant ou ayant un lien opérationnel avec les FAR.

1. La main des forces armées sur les transferts de fonds

Alors que les transferts de fonds de la diaspora cubaine ont pendant une longue période (1993-2008) été largement limités, **l'administration Obama a engagé en 2009 une période de dégel entre les deux pays qui s'est soldé par un très net accroissement des transferts de fonds (+235% entre 2008 et 2015).**

C'est au cours de cette période d'accroissement des *remesas*, **au début des années 2010, que le Grupo de Administración Empresarial SA³ (GAE SA) a mis la main sur d'importantes institutions (notamment la Corporation Cimex SA) qui ont assuré aux militaires le monopole du transit des envois de fonds officiels de la diaspora cubaine depuis les Etats-Unis.**

En effet, **les principales institutions financières dotées d'une licence d'opération et d'administration des remesas faisaient obligatoirement transiter leurs fonds par l'entreprise Fincimex SA, filiale de Cimex SA.** Jusqu'à fin 2020, les deux principaux opérateurs de transferts de fonds qui rendaient possible les transactions à destination de Cuba étaient **Western Union** dans le cadre de son partenariat établi en 2016 avec sa contrepartie *Fincimex SA*, et l'entreprise panaméenne **American International Service SA**, détenue par la *Corporation Cimex SA*.

Néanmoins, certaines banques de pays partenaires de Cuba permettent (ou permettaient) des transactions vers des banques cubaines, depuis des pays comme l'Espagne, le Canada, ou même la France bien que **90% des**

³ Conglomérat appartenant au ministère des armées (MINFAR) et administré par Luis Alberto Lopez-Callejas (ex-gendre de Raul Castro), qui détient notamment le principal opérateur touristique du pays, la principale chaîne de distribution, et qui compte pour environ 30% des richesses produites dans le pays.

montants soient historiquement d'origine américaine.

2. Les remesas, une source de devises importante pour Cuba

Les commissions sur les transferts issus des Etats-Unis, associées à un taux de change désavantageux, ont assuré depuis 2011 un revenu en devise croissant aux FAR, atteignant environ 13% des transactions financières pendant les années 2010. Ainsi, selon les calculs du *Service Economique*, le gain associé à ces commissions pourrait avoir atteint jusqu'à 500 MUSD en 2019, meilleure année concernant les transferts de fonds officiels (3,7 Mds USD).

Les fonds reçus par les FAR via *Fincimex* sont liquides (cash ou paiements bancaires en USD, €, CAD, etc.) et par nature convertibles sur le marché du change international, alors que le bénéficiaire reçoit dans la majorité des cas un moyen de paiement généralement inconvertible et d'usage uniquement à Cuba. En effet, les envois en USD avec *Western Union* et *AIS SA* ne permettaient pas la récupération d'USD à Cuba: les cartes de paiement AIS étaient utilisables uniquement dans les magasins des chaînes appartenant aux forces armées, la récupération de cash ou l'approvisionnement d'un compte dans une banque cubaine se faisant en pesos, ainsi qu'en MLC⁴ (« Monnaie Librement Convertible ») à partir de 2019.

En dehors des quelques canaux bancaires hors Etats-Unis, la seule alternative, émergente à partir du milieu des années 2010, sont les transferts de fonds via des recharges internet et téléphone. En 2015, ces services représentaient 124 MUSD, et bénéficiaient d'un fort

développement en raison de l'accès croissant au réseau de téléphonie mobile et internet à Cuba.

3. Le redoutable ciblage des sanctions américaines

Respectivement en juin puis en septembre 2020, les acteurs cubains *Fincimex* et *AIS SA* ont été inclus sur la CRL (*Cuba Restricted List*), avec lesquelles les personnes soumises à la juridiction américaine ont interdiction de réaliser des transactions financières directes. A cette mesure à l'encontre des entités détenues par les MINFAR via GAE SA, s'est ajoutée la modification du CACR (*Cuban Assets Control Regulations*) par l'OFAC fin octobre 2020 spécifiant que toutes les remesas qui transitaient directement ou indirectement par les entités de la CRL étaient proscrites.

Ces décisions ont eu un impact délétère pour le gouvernement cubain, mettant fin aux opérations de *Western Union* à Cuba, dès fin novembre 2020. Outre les effets des sanctions mises en place dès 2019⁵ par l'administration Trump à l'approche des élections américaines, qui avaient fait chuter les envois monétaires et formels de 3,7 Mds USD en 2019 à 2,3 Mds USD en 2020 (-37%), le ciblage des sanctions américaines dès fin 2020 ont fait s'effondrer de 54% les transferts officiels à destination de Cuba en 2021, ces derniers atteignant 1,1 Mds USD (division par 3 depuis 2019).

Bien que les remesas aient été restreintes, elles ne sont pas officiellement interdites. En réalité c'est le canal par lequel passaient les transactions financières qui a été coupé, puisque les sanctions américaines visent les entités

⁴ Monnaie scripturale de paiement indexée sur l'USD et constituée à partir d'un panier de devises étrangères (USD, €, CAD, etc.)

⁵ Restriction des transferts à 1000 USD trimestriels ; interdiction des transferts financiers de particuliers sous

forme de « dons » ; prohibition aux établissements bancaires relevant de la juridiction américaine traiter des transactions « U-turn » (transferts financiers en provenance ou à destination de Cuba transitant par une banque « off-shore »)

détenues par les FAR, à savoir principalement le GAE SA et les différentes entreprises du conglomérat, dont fait partie *Fincimex*. Les liens et transferts financiers au départ et à destination des entités cubaines liées aux forces armées et aux forces de sécurité cubaines étant interdits, Cuba devra donc créer une institution financière non affiliée à l'armée pour permettre le maintien de ces transferts de fonds indispensable à l'économie locale.

4. Des alternatives pour l'envoi des transferts de fonds

Ainsi, le niveau des remesas en 2021 est inférieur de 71% à 2019, et la majorité des transferts (650 MUSD / 1084 = 60%) restants se fait via les recharges téléphoniques et internet gérées directement par ETECSA via notamment la plateforme *Ding*. Alors qu'ETECSA détient le monopole des télécommunications à Cuba, la participation du GAE SA dans son capital social est de 44,3%, notamment grâce au rachat et à la prise de contrôle de diverses entités détenant des participations au capital social de ETECSA – *MULTICOM ITALIA* (27%, 706 MUSD), *Universal Trade & Management Corporation SA* (11,1%), *Banco Financiero Internacional* (6,1%).

Western Union s'étant retiré dès octobre 2020 de Cuba, et la fin d'activité de AIS SA ayant été annoncée en novembre 2021, **le gouvernement cubain a dû trouver d'autres alternatives de plateformes pour permettre la continuité dans l'envoi de fonds à destination de Cuba. La plateforme AIS a été remplacée par TocoPay**, liée uniquement à des comptes dans les banques non sanctionnées par les Etats-Unis (BanMet, BANDEC, BPA). Les transferts peuvent être faits sur des cartes AIS ou MLC détenues dans ces banques, les commissions restant élevées (entre 12 et 14% pour 100 USD). Néanmoins, le destinataire final reste souvent GAE SA puisque les cartes AIS sont utilisées principalement dans le réseau officiel des magasins CIMEX, et le GAE compte pour au moins 61% des transactions MLC au niveau national.

D'autres infrastructures de transferts de fonds ont été développées comme *VA Cuba Inc.*, *Cubamax Travel Inc.*, ou *Caribe Express LLC* qui permettent l'acheminement des *remesas* à Cuba, via des canaux indirects et passant par des comptes offshore et au Panama, cependant FINCIMEX au toujours au bout de la ligne.

La Banque Centrale de Cuba avait élaboré en 2020 un service de paiement via l'entité financière non bancaire *Red SA*, qui reste inutilisé en raison de la volonté du GAE SA de garder la main sur le transit des fonds. Début février 2021, la BCC a de nouveau octroyé à une nouvelle entreprise *Orbit SA*, entité créée en février 2020, le droit d'opérer les *remesas*. Néanmoins, le manque d'informations disponibles au sujet de cette entité, ne permet pas de dire si elle pourrait devenir une alternative à FINCIMEX, ni même si elle lui appartient.

Le président dominicain annonce les premiers fruits des réformes engagées

A l'occasion de la fête nationale dominicaine, le président de la République Luis Abinader s'est félicité des succès obtenus dans le cadre de la pandémie en termes de croissance. Conformément à l'exercice de reddition de comptes, il a abordé toutes les grandes thématiques et mis en valeur les réformes et les projets d'infrastructures lancés par son gouvernement.

1. Une sortie de crise sanitaire et économique par le haut

Une référence mondiale pour la gestion de la pandémie

Le président a mis en valeur l'effort consenti par le pays (un **budget de 57 Mds DOP pour le plan national de vaccination**) et les résultats obtenus : un **taux de létalité parmi les plus bas au monde (0,9 %)**, une **population vaccinée à 79 %** (67 % avec deux doses, 27 % avec trois doses) et un retour à la normalité avec la **fin des restrictions mi-février**, avant tout le monde. En juin 2021, le gouvernement avait **relevé de 30 % le traitement des personnels de santé**. La coopération entre les secteurs public et privé a conduit à l'installation de **1400 centres de vaccination**. Afin de renforcer la qualité du service de santé, le gouvernement a **investi plus de 1,1 Mds DOP en rénovation et équipements en 2021** alors que les projets attribués représentent plus de 2,7 Mds DOP. En 2021, **la construction d'hôpitaux dans tout le pays a coûté 4,3 Mds DOP**.

Dans le top 10 mondial de la croissance en 2021

En comparaison régionale, l'économie dominicaine est bien placée. Avec **12,3 % de croissance en 2021** (dans le top 10 mondial), la République dominicaine est la **première destination des IDE en Amérique centrale Caraïbes** (plus de 3 Mds USD net en 2021). Les réserves de change atteignent un montant record de 13 Mds DOP. Le déficit public, budgété à 4,1 %, a été limité à 2,7 % en 2021. **La dette publique est passée de 69,1 points de PIB en 2020 à 62,7 points de PIB fin 2021**, notamment grâce à un refinancement de 1,1 Mds USD sur les marchés en février 2021. L'emploi est revenu à son niveau de fin 2019. Début décembre 2021, **les agences de notation Standard & Poor's et Fitch**

Ratings ont relevé la perspective de la notation pays, de négative à stable.

Dans un contexte d'inflation mondiale, le gouvernement s'engage pour le pouvoir d'achat

Les différents **salaires minimums ont été significativement relevés** (+23 % dans le secteur touristique, +21 % dans les zones franches, +24 % dans le secteur privé non sectorisé). Début 2021, le gouvernement a **aligné le seuil des pensions civiles à 10 000 DOP**, sans toucher aux pensions de solidarité (secteur informel) de 6 000 DOP. Le défi principal pour le pouvoir d'achat est **l'inflation mesurée par la Banque centrale à 8,5 % en 2021**. Le président a expliqué précisément la part de chaque secteur, notamment les **produits pétroliers pour un tiers** de l'inflation. Alors que les prix internationaux ont augmenté de 120 % entre son arrivée au pouvoir en août 2020 et février 2022, **le gouvernement a limité la hausse moyenne à 35 % en augmentant la subvention à 13 Mds DOP en 2021**.

Alors que la pandémie et les événements belliqueux entre la Russie et l'Ukraine poussent à l'inflation, le président annonce soutenir les Dominicains les plus vulnérables en augmentant les transferts et programmes d'appui à la population. Le dispositif Superate, dont **le montant avait doublé à 1650 DOP mensuels et étendu à 500 000 nouveaux bénéficiaires**, va être proposé à **300 000 nouveaux foyers**. La **subvention au gaz va être relevée de 228 à 470 DOP et étendue à 400 000 nouveaux bénéficiaires**. Les restaurants économiques (**passés de 38 à 51 et de 20 000 à 61 000 rations quotidiennes à budget constant sous cette administration**) font l'objet d'un effort en 2022 : 54 nouveaux restaurants économiques de l'Etat pour atteindre 136 000 rations quotidiennes. **L'institut de stabilisation des prix, pratiquement inopérant en 2020, organise aujourd'hui 51 marchés hebdomadaires dans chaque province** du pays ; cette progression se poursuivra pour couvrir les principales communes. Enfin, le

ministère de l'industrie, du commerce et des PME suit de près les intrants agricoles et pourra subventionner jusqu'à 10 % d'une inflation causé par la guerre.

2. *Tourisme, mines, zones franches et agriculture soutiennent la croissance*

Le secteur touristique a retrouvé sa trajectoire d'avant-crise

Actuellement en **pleine reprise**, le **secteur touristique** a enregistré un mois de décembre record avec 720 000 entrées, plus de 5 200 vols mensuels et un **retour des croisières**. **En 2021, les projets touristiques ont mobilisé 1,7 Mds USD d'investissements**. La construction de 8 000 nouvelles chambres est en cours. La première phase (1,3 Md USD) du pôle touristique de **Pedernales débutera en milieu d'année avec la construction de 4 700 chambres à Cabo Rojo** pour lesquels les chaînes hôtelières Hilton, Marriott, Sunwing, AmResorts, Iberostar Group et Karisma Hotels & Resort ont déjà signé une lettre d'engagement. Alors que **Miches attire les investissements (passage de un à quatre hôtels d'ici 2024)**, un plan directeur doit identifier les investissements publics nécessaires. Le lancement de **Punta Bergantín** (entre Sosua et Puerto Plata) avec l'initiative de One Race Films de Vin Diesel de développer un **studio de cinéma et un centre de formation** est prévu prochainement. D'ici 2022, les dépenses consacrées aux productions étrangères devraient dépasser 195 M USD.

Les zones franches et les mines tirent les exportations vers le haut

Les **zones franches**, déterminantes dans l'accélération de la reprise économique, comptent aujourd'hui 734 entreprises réparties dans 79 parcs. 2021 a été une année exceptionnelle permettant aux exportations des zones franches de dépasser les 7 Mds USD, soit **60,4 % du total des exportations**. Et l'exploitation minière est restée le premier secteur d'exportation du pays (environ 20 %). Entre janvier et décembre 2021, le pays a exporté pour **plus de 1,8 Mds USD d'or**.

Le gouvernement soutient le secteur agricole

Les plans mis en œuvre dans le secteur agricole au cours de l'année (récoltes record de riz ou banane plantain) ont garanti la sécurité alimentaire du pays, malgré la crise mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19. Les **exportations du secteur agricole** au cours de l'année 2021 ont atteint un montant de **2,7 Mds USD, soit 22 % de plus que l'année précédente**, la République dominicaine étant le pays qui a connu la plus forte croissance des exportations agricoles vers les États-Unis. La Banque agricole a reçu 10,6 Mds DOP de budget supplémentaire pour **presque doubler le financement du secteur**. En ce qui concerne la **peste porcine africaine**, un plan a permis **d'indemniser les producteurs** pour les porcs abattus, pour lesquels 1,4 Mds DOP ont été débloqués. La maladie est sous contrôle jusqu'à présent. Le président a détaillé les **plans locaux d'irrigation**, à commencer par la construction du **barrage de Monte Grande qui doit être livré en 2022**. Le plan de relance de l'industrie du tabac accompagne un secteur dynamique, avec un niveau record d'exportation à 1,2 Mds USD en 2021 (+ 32 %).

3. *Le développement des infrastructures est suivi de près par le président*

L'objectif gouvernemental est de terminer les projets de travaux publics

Lors de son arrivée au pouvoir, le président **avait trouvé 69 projets en travaux et énormément d'obstacles juridiques et administratifs** pour très peu de réalisations. Malgré l'important déficit d'infrastructures et la crise économique d'ampleur internationale, Luis Abinader a annoncé un total de 114 projets réalisés pour un investissement de plus de 12 Mds DOP. **Actuellement, 485 projets sont en cours dans tout le pays pour un montant total de 77 Mds DOP.** La plupart des travaux en cours concernent la construction et la reconstruction d'un grand nombre de routes, avenues, autoroutes, roclades, routes surélevées et ponts.

Le transport urbain constitue une priorité présidentielle

Le président a mentionné certaines réalisations qui ont amélioré la mobilité et la qualité du transport urbain, comme les **corridors de bus à Saint-Domingue** des avenues Núñez de Cáceres, Winston Churchill et prochainement Charles de Gaulle. Le président a donné les **dates d'achèvement** des deux projets de **téléphériques construits par POMA**, le premier à **Los Alcarrizos (fin 2022)** dans le Grand Saint-Domingue et le second à **Santiago de los Caballeros**, la deuxième ville du pays (**fin 2023**). Il a également mentionné l'augmentation de la capacité de la ligne 1 du métro de Saint-Domingue d'ici la fin 2023 et la **construction de la ligne 2C du métro** qui rejoindra le téléphérique de Los Alcarrizos. Luis Abinader a évoqué la **clôture à l'amiable du contrat de péage fantôme de l'autoroute du Nord-Est**, qui a permis d'économiser environ 1,5 Mds USD. Le président veut accompagner la **transition écologique vers des modèles économiques plus verts**. Depuis son investiture jusqu'en décembre 2021, **dix millions d'arbres ont été plantés**, portant la **couverture forestière à 43 %** sur l'ensemble du territoire national. Afin de lutter contre la pollution provoquée par les 240 décharges à ciel ouvert, le gouvernement a adopté la **loi sur les déchets solides**, et **investi 570 M DOP pour intervenir sur les dix plus grandes décharges** qui, ensemble, reçoivent 35 % des déchets solides du pays.

La modernisation du secteur électrique est au cœur de l'action gouvernementale

Le gouvernement travaille sur cinq axes principaux : l'expansion et la **diversification du parc de production** d'électricité ; l'expansion et la modernisation du **système de transport** d'électricité du pays ; l'assainissement de la gestion et du fonctionnement des **entreprises de distribution** ; l'augmentation de la production d'électricité à partir de **sources renouvelables** ; et la **réforme et le renforcement de la gestion publique du secteur**, comme la mise à jour du cadre juridique qui régit le marché national de l'électricité. Le gouvernement a pris des mesures importantes pour augmenter la production d'énergie. En 2021, il a signé des contrats pour la construction de **plusieurs parcs solaires pour 530 MW supplémentaires**, a lancé un appel d'offres international pour la construction d'une **centrale électrique de 800 MW**, ainsi que d'un terminal de déchargement, de stockage et de distribution de gaz naturel **dans la baie de Manzanillo** et a lancé, le 1er décembre 2021, un appel d'offres international d'urgence pour l'installation de **générateurs d'une capacité maximale de 400 MW**.

Le service de l'eau est amélioré au profit des citoyens

Depuis le début du mandat, **1,4 M Dominicains ont été raccordés au service d'eau potable** et 290 000 citoyens à un service d'assainissement. Grâce à la mise en œuvre du **plan national de secours aux infrastructures de l'INAPA, 23 aqueducs et systèmes d'égouts** ont été mis en service. En termes d'améliorations opérationnelles, le service d'eau potable a été étendu à environ 4,7 M d'habitants, appartenant aux 24 provinces sous la juridiction de l'INAPA, avec un indice de potabilité annuel moyen de 75%.

4. L'appareil d'Etat doit être au service de la population

La réforme de la qualité de l'éducation est lancée

Le gouvernement a défini **douze piliers du nouveau modèle d'éducation**, dont **l'inclusion et l'équité, l'innovation, la citoyenneté, la qualité et l'employabilité, l'autonomie, la participation et la flexibilité**. Le ministère de l'éducation a lancé le programme d'amélioration de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels afin de **convertir 79 écoles secondaires en écoles polytechniques**. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'Université autonome de Saint-Domingue (UASD) a ouvert un **centre de formation dans la province frontalière de Dajabón** et d'autres centres seront ouverts dans différentes provinces du pays. En outre, au cours de l'année 2020-2021, ce sont **10 217 bourses universitaires qui ont été accordées, soit plus du double** de la période 2018-2019.

Le gouvernement est attentif au soutien des jeunes, mais aussi des femmes

Une partie des actions de ce gouvernement vise à **créer des opportunités pour les jeunes**, au travers de nouveaux centres universitaires, de bourses, de transport et de soutien aux jeunes entrepreneurs. Le **développement du pays bénéficiera aux nouvelles générations**. Le gouvernement s'engage envers toutes les **femmes qui ne doivent pas se sentir seules**, pour une **meilleure protection et reconnaissance de leurs droits** et s'efforcera de garantir l'accès à tous les espaces dans des conditions égales.

La qualité de la police nationale et de la justice doit être améliorée

La **transformation et la professionnalisation de la Police Nationale** ont été initiées avec la mise en œuvre de huit nouveaux règlements visant tant à améliorer la **situation des agents** que les **services à la population** et les recours des citoyens. Ainsi la **nouvelle stratégie globale de sécurité citoyenne "Mi Pais Seguro"**. Dans le prolongement de **l'indépendance judiciaire**, le gouvernement a entrepris de grandes mesures pour **lutter contre la corruption**, en commençant tout d'abord par **auditer les différentes institutions** de l'Etat. A cela s'ajoutent la promulgation de nouvelle loi concernant la réglementation des fiducies publiques, la modification de la loi sur les marchés et contrats publics ainsi que la modification de la loi sur les hydrocarbures.

Haïti et la zone frontalière impliquent un emploi particulier de l'armée

La **détérioration continue** du cadre institutionnel, la **situation d'insécurité permanente** et **l'effondrement socio-économique du voisin haïtien préoccupent le gouvernement dominicain**. Comme mesure de protection de la frontière, mission de l'armée, la **construction de la clôture frontalière** a commencé le 20 février 2022. Le président a aussi mentionné le **processus de dignité des forces armées**, comprenant du **renouvellement de matériel** (397 véhicules), de nouveaux uniformes complets et des infrastructures. En 2021, grâce au **processus d'épuration du ministère de la Défense**, 7000 personnes qui ne remplissaient pas correctement leurs fonctions ont été détectées, ce qui a permis d'incorporer 6 500 personnes.

Focus Statistique

	MEXIQUE	AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES			
		Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD 2020)	1 074	77,6	52,9	61,8	24,6	23,8	12,6	78,9	14,5	14	21,6
PIB / habitant (USD en 2020)	8 404	4 317	12 373	12 057	3 799	2 397	1 942	7 553	1 235	5 103	15 425
Croissance du PIB...											
...2020	-8,3 %	-1,5 %	-17,9 %	-4,1 %	-7,9 %	-8,9 %	-2 %	-6,7 %	-3,3 %	-10 %	-7,9 %
...2021 (e)	+6,2 %	+5,5 %	+11,9 %	+3,9 %	+9,0 %	+4,9 %	+5 %	+9,5 %	-0,7 %	+4,6 %	-1 %
Inflation moyenne (2020)	3,4 %	3,2 %	-1,6 %	0,7 %	-0,4 %	3,5 %	3,7 %	3,8 %	22,9 %	5,2 %	0,6 %
Taux de chômage moyen (2020)	4,4 %	-	18,5 %	20 %	8,7 %	6,8 %	7,3 %	5,8 %	-	-	-
Solde Budgétaire (2020) <i>(Total ; Primaire)</i>	-4,5 % ; -0,5 %	-4,9 % ; -3,2 %	-10 % ; -7,7 %	- 8,6 % ; -3,9 %	-8,2 % ; -3,8 %	-4,6 % ; -3,7 %	-2,2 % ; -1 %	- 7,9 % ; -4,7 %	- 2,2 % ; -2 %	-3,9 % ; 2,9 %	- 11,8 % ; -8,4 %
Dette Publique (% du PIB) (2020)	61 %	31,5 %	66,3 %	67,5 %	77,6 %	51,3 %	47,9 %	71,5 %	21,3 %	107,4 %	59,3 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2020	3 000	46	372	63	36	15	8,4	100	48	37	34
...2019	3 668	67	591	70	31,3	35	9,5	124	44	23	31
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9,4	119	51	29	29
Solde bilatéral pour la France											
...2020	290 M€	-10 M€	348 M€	-175 M€	23 M€	-100 M€	-25 M€	-64M€	33 M€	27 M€	-225 M€

Notes : * Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2021 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises.

* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

